

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 13/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALLOUREC OIL AND GAS FRANCE

62 RUE ANATOLE FRANCE
BP 1
59620 Aulnoye-Aymeries

Références : 2025/V3/182
Code AIOT : 0007000631

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement VALLOUREC OIL AND GAS FRANCE implanté 54 rue Anatole France BP 1 59620 Aulnoye-Aymeries. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALLOUREC OIL AND GAS FRANCE
- 54 rue Anatole France BP 1 59620 Aulnoye-Aymeries
- Code AIOT : 0007000631
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

VOGFR - Usine Filetés se situe au sein du groupe Vallourec d'Aulnoye-Aymeries. Ce site est exploité depuis 1905.

La société Vallourec est autorisée à exploiter ses installations d'Aulnoye-Aymeries depuis 1984.

Sur le site d'Aulnoye-Aymeries, le groupe VALLOUREC dispose de trois entités distinctes :

- Vallourec Oil and Gas France - Usine Filetés (VOGFR) ;
- Vallourec Tubes France Ets d'Aulnoye-Aymeries (VTFR);
- Vallourec Research Center France (VRCF).

VOGFR - Usine Filetés est implantée sur un terrain d'une surface de 17,3 ha d'un seul tenant. La surface en exploitation est de 10 ha. La surface bâtie représente 5,15 ha (5 ha d'usine et 0,15 ha de bureaux).

La société VOGFR est spécialisée dans la conception de tubes à extrémité fileté ainsi que des manchons correspondants pour l'industrie pétrolière et gazière. Les tubes fabriqués sont soit des tubes de cuvelage, utilisés pour contenir les couches géologiques traversées lors du forage (Casing), soit des tubes de production, utilisés pour remonter le pétrole ou le gaz à la surface (Tubing).

Elle est visée par le régime de l'autorisation de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et la directive IED (Industrial Emission Directive). Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 juin 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Concentration des rejets dans l'eau en cyanures	Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 4.4.9.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements importants pour la sécurité des installations	Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.3.9	Sans objet
2	Localisation	Arrêté Préfectoral du 17/06/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des risques	article 8.1.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux premières fiches du présent rapport concernent l'analyse des suites apportées par l'exploitant aux observations et non conformités relevées dans le rapport du 7 octobre 2024.

La fiche n° 3 concerne la recherche des composés PFAS par l'exploitant, susceptibles d'être rejetés par l'installation de traitement de surface UAP3.

L'inspection demande à l'exploitant de prendre attache auprès des fournisseurs et/ou producteurs des produits utilisés pour confirmer l'absence de molécules PFAS dans la formulation des produits. Il est demandé ensuite de transmettre à l'inspection la liste des substances PFAS de l'établissement dans un délai de 3 mois et le cas échéant d'entreprendre les mesures de suivi des émissions de ces composés.

La fiche n°4 concerne la teneur en cyanures des rejets de UAP3. Des dépassement récurrents de la VLE sont observés au cours de l'autosurveillance mensuelle de VOGFR pour le paramètre cyanure. L'inspection propose à M. le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 4.4.9.2 dans un délai de 3 mois, au regard de la concentration de cyanures dans les rejets de l'installation UAP3.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements importants pour la sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité et la sûreté de son installation. Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces systèmes ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites. La liste de ces équipements ainsi que les procédures susvisées sont révisées chaque année au regard du retour d'expérience accumulé sur ces systèmes (étude du comportement et de la fiabilité de ces matériels dans le temps au regard des résultats d'essais périodiques et des actes de maintenance...).</p> <p>[...]</p> <p>Les dépassements des points de consigne des paramètres importants pour la sécurité doivent déclencher des alarmes en salle de contrôle ainsi que les actions automatiques ou manuelles de protection ou de mise en sécurité appropriée aux risques encourus.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Observations formulées dans le rapport d'inspection du 7 octobre 2024 :</u></p>

- Concernant le poste UAP2 :

A propos de la vidange hebdomadaire du seau de réception des poussières situé sous le dépoussiéreur :

Observation : il est demandé à l'exploitant de justifier de l'absence d'émargement de la fiche pour les dates comprises entre le 22/05/2024 et le 04/07/2024.

A propos du contrôle périodique du dispositif d'alarme associé au dépoussiéreur :

Observation 1: Il convient de vérifier périodiquement le fonctionnement du dispositif d'alarme des dépoussiéreurs.

A propos du dispositif d'arrêt d'urgence du dépoussiéreur :

Observation 2 : Il convient de disposer d'une procédure de mise en sécurité des installations en défaut qui présentent un risque d'incendie. L'exploitant ne dispose pas de procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.

- Concernant le poste UAP1 :

A propos de l'état de propreté de la zone ATEX liée au dépoussiéreur :

Observation 3 : il convient de maintenir cette zone à risque dans un bon état de propreté quand bien même l'installation est à l'arrêt.

Observation 4 : Alors que la zone d'UAP1 (sablage) est classée ATEX, il paraît nécessaire de se doter d'une procédure de nettoyage adaptée du dépoussiéreur associée à un registre.

A propos de l'absence de dispositif d'alarme :

Observation 5 : Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'absence de dispositif d'alarme sur le dépoussiéreur de l'atelier UAP1 (sablage), alors qu'il est classé en zone ATEX et reconnu comme dispositif à risque.

- En conclusion, l'inspection proposait alors :

Au regard des constats effectués, l'inspection note que l'exploitant s'est doté de procédures de contrôle des dépoussiéreurs, toutefois, l'installation reste non-conforme à l'article 8.3.9 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2020 en ce sens que certaines procédures essentielles n'existent pas ou n'ont pas été présentées par l'exploitant à l'inspection (contrôle du dispositif d'alarme de dysfonctionnement, suivi des opérations de nettoyage sur UAP1, procédures de mises en sécurité des installations).

L'inspection propose de maintenir le projet de mise en demeure associé au rapport de visite du 16/10/2023 pour ce point de contrôle visant l'article 8.3.9 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2020.

Constats de la visite d'inspection du 3 juin 2025

L'inspection vérifie la prise en compte des observations formulées dans le rapport d'inspection du 7 octobre 2024 :

Observation 1 : l'exploitant s'est doté d'une fiche d'émargement informatisée via un logiciel de GMAO.

Un rappel hebdomadaire permet à l'exploitant de rappeler la manipulation à effectuer, à savoir la vidange du bac de collecte des poussières. Un contrôle semestriel du dépoussiéreur est réalisé par la société DELTA NEU.

L'inspection constate que l'émargement n'est pas systématiquement effectué par les opérateurs.

L'exploitant indique que la procédure évoluera éventuellement après analyse, afin de la proportionner aux besoins de suivi du dispositif et faire l'objet d'une mise en œuvre rigoureuse.

Il est demandé à l'exploitant de se doter de procédures adaptées aux besoins de l'outil et dûment appliquées.

Observation 2 : L'exploitant a réuni dans un document unique les photo les emplacements de mise en arrêt d'urgence des installations pour l'électricité et le gaz (STD T008).

L'inspection n'a pas vérifié au cours de l'inspection la conformité de ces dispositifs. Le document permet à l'exploitant de communiquer l'emplacement des dispositifs d'arrêt d'urgence de chaque installation.

Observations 3 et 4 : L'exploitant a intégré une procédure de nettoyage mensuel de la zone ATEX dans le logiciel de GMAO. La réalisation du nettoyage fait l'objet d'une saisie avec un compte rendu sur le logiciel GMAO. L'inspection vérifie sur le logiciel la réalisation de l'opération en février, mars et avril 2025.

L'inspection constate qu'une consigne "ATEX" a été également affichée au niveau de la zone ATEX pour préciser le nettoyage à réaliser au niveau de UAP1.

Observation 5 : L'exploitant présente un bon de commande pour compléter le dispositif d'alarme des dépoussiéreurs sur le poste UAP1 associé à la mesure d'un différentiel de pression daté du 3 juin 2025, auprès du fournisseur DELTA NEU. Les travaux devaient être réalisés en semaine 25 de cette année.

Une procédure de contrôle semestrielle du fonctionnement des alarmes est mise en place par l'exploitant.

Au regard des réponses apportées par l'exploitant au cours de la visite du 3 juin 2025, l'inspection propose de retirer le projet de mise en demeure annexé au rapport d'inspection du 7 octobre 2024 sur ces points.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphère nocives, toxiques ou explosives :

- soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment,
- soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal,
- soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives). Les zones à risques sont matérialisées par tous les moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et autant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.

[...]

Constats :

Constats du rapport d'inspection du 7/10/2024 :

L'exploitant n'a pas présenté les mesures prises pour indiquer ces zones à risque sur le terrain, malgré la demande de l'inspection. L'affichage des consignes spécifiques aux zones de risque ATEX à proximité du dépoussiéreur UAP1(sablage) n'ont pas été observées.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2020 dans un délai d'1 mois et d'ajouter ce point au projet de mise en demeure transmis à l'exploitant en annexe du rapport d'inspection du 16/10/2023.

Constat de l'inspection du 3 juin 2025 :

L'exploitant indique avoir commandé une étude en vue de mettre à jour le zonage ATEX sur son installation.

Au cours de la visite de terrain, l'inspection se rend sur l'atelier UAP1 et constate le marquage au sol à l'aide de peinture rouge destinée à matérialiser l'étendue de la zone ATEX et l'affichage sur l'installation de dépoussiéreur de la zone ATEX et des consignes à respecter.

L'exploitant transmet également un document intitulé gestion des éléments de sécurité des installations qui recense par installation, les risques, les moyens de sécurité, les tests de ces moyens de sécurité à effectuer, leur maintenance et les actions à entreprendre en cas d'indisponibilité des éléments de sécurité.

Ce document, qui n'a pas fait l'objet d'une analyse détaillée par l'inspection, permet à l'exploitant de recenser les zones de risques et les principaux dispositifs de sécurité associés.

Le plan des installations a également été mis à jour pour y faire figurer ces zones de dangers.

Les constats effectués n'appellent pas de remarques de l'inspection.

L'inspection propose de retirer le projet de mise en demeure annexé au rapport d'inspection du 7 octobre 2025 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant a réalisé les 3 campagnes de suivi des rejets de PFAS au niveau des rejets aqueux de UAP3 exigées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Au cours de la visite, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre à nouveau le rapport de contrôle des PFAS par CERECO pour les prélèvements du 27 juin 2024. Le fichier n'était pas lisible

sur la plateforme GIDAF (fichier corrompu).

Le document a été transmis par l'exploitant sur la plateforme GIDAF après la visite d'inspection.

L'inspection constate que les campagnes de suivi des PFAS réalisées par l'exploitant concernent la liste des 20 composés dont le suivi est imposé par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'inspection questionne l'exploitant sur la recherche des autres composés PFAS qui seraient susceptibles d'être rejetés en tenant compte des activités de traitement de surface de UAP3. L'exploitant présente à l'inspection l'outil qui recense l'ensemble des produits chimiques utilisé par VOGFR. Il indique qu'une action "groupe" Vallourec a eu pour objectif d'identifier les composés PFAS qui seraient utilisés par le groupe, en y intégrant l'ensemble des produits chimiques utilisés.

De plus, VOGFR a contacté les fournisseurs (SOMEX) de ses extincteurs afin de vérifier la présence de PFAS dans les produits qu'ils contiennent.

Il indique toutefois ne pas avoir spécifiquement contacté les fournisseurs ou producteurs de produits chimiques qui sont utilisés pour vérifier la présence de PFAS dans les mélanges utilisés. En effet, les PFAS ne sont, à ce jour, pas systématiquement indiqués dans la composition des produits chimiques et sur les fiches de données de sécurité.

Observation : Afin de s'assurer de l'absence de rejet de PFAS qui ne figureraient pas dans la liste des composés déjà analysés par VOGFR dans l'eau de process rejetée, l'inspection considère qu'il est utile de contacter les fournisseurs ou producteurs de produits chimiques utilisés par VOGFR afin de les questionner sur l'éventuelle présence de composés PFAS.

Le cas échéant, l'exploitant mettra à jour la liste des composés PFAS susceptibles d'être rejetés au niveau de UAP3 et vérifiera l'absence de rejets de ces composés au niveau de UAP3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Concentration des rejets dans l'eau en cyanures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 4.4.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prétraitement des eaux de process

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, aux sorties des stations de traitement des eaux issues des installations de traitement de surface (Astradec et UAP3), les valeurs limites en concentration ci-dessous, sous réserve du respect de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et des NEA-MTD du Bref STM.

[...]

CN (aisément libérables) - Concentration de 0,1 mg/L

[...]

Constats :

Les rejets dans l'eau de l'installation UAP3 (traitement de surface) présentent des dépassements récurrents de la VLE (valeur limite d'émission) de la concentration en cyanure.

L'autosurveillance mensuelle de l'exploitant indique pour le cyanure dont la VLE est de 0.1 mg/L :

- 0,35 mg/L en juin 2025,
- 0.12 mg/L en mai 2025,
- 0.2 mg/L en novembre 2024,
- 0.19 mg/L en août 2024.

Questionné sur ces dépassements, l'exploitant indique qu'il est en train de rechercher l'origine de ces dépassements qui pourraient être liés à certains types de traitement des métaux.

Il indique mettre en œuvre un protocole de suivi de mesures pendant plusieurs jours pour déterminer l'origine des cyanures en fonction des modalités de production.

Néanmoins, au jour de la visite, les rejets de l'installation UAP3 restent susceptibles de présenter plus de cyanures que la VLE applicable.

Au regard des dépassement mesurés au cours du contrôle d'autosurveillance du mois de juin 2025, supérieur à 3 fois la VLE applicable, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 4.4.9.2 du 17 juin 2020 dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois